



*De l'oust à brocélande*  
COMMUNAUTÉ

LA GACILLY - GUER - MALESTROIT

# Débat d'orientation budgétaire 2024

Conseil communautaire du 12 février 2024

# Situation nationale

- La nationalisation des recettes des collectivités:  
Les réformes de l'Etat depuis 25 ans consistent à réduire l'autonomie des collectivités et principalement des communautés de communes:
  - Suppression de la part salariale de la TP;
  - Transformation de la TP en CET avec création de la CVAE;
  - Division par deux des bases fiscales de la CFE et remplacement par une fraction de la TVA;
  - Suppression de la CVAE et remplacement par une fraction de la TVA;
  - Suppression de la taxe d'habitation et remplacement par une fraction de la TVA soit une compensation relevant de l'Etat.
- Un contexte inflationniste qui impacte le prix des services:
  - Nouveau contrat = fluides x 2;
  - Révisions des grilles indiciaires, de la valeur du point, attractivité de la collectivité etc...
  - Le coût de la construction avec des artisans qui augmentent leurs prix (prix construit qui passe de 1 900 € à 2 200 €);
  - Augmentation de l'alimentaire;
  - ....

## Répartition des recettes de fonctionnement (fiscalité et dotations)

### Nationalisation de la fiscalité

amorcée depuis 1998 par  
l'ensemble des  
gouvernements (part  
salariale, CET, CVAE...)

• 2017	Fiscalité locale (déduction faite de l'AC)	5 454 000 €	81%
• 2017	Dotations d'Etat	1 277 000 €	19%
• 2020	Fiscalité locale (déduction faite de l'AC)	7 757 000 €	73%
• 2020	Dotations d'Etat	2 918 000 €	27%
• 2023	Fiscalité locale (déduction faite de l'AC)	1 844 000 €	15%
• 2023	Dotations d'Etat	4 675 885 €	38%
• 2023	Fraction de la TVA nationale	5 732 000 €	47%
	• (L'inflation a eu un impact fort sur la fraction de TVA. Pas de visibilité pour l'avenir)		

## Une offre de service variée et nombreuse

- 15 zones d'activité;
- 2 pépinières d'entreprise / ateliers relais;
- 2 centres techniques;
- 1 siège;
- 370 places (mercredi) / 368 (vacances) / 428 (été) d'ALSH (dont Centre Social de Guer);
- 170 places en Ticket Loisir;
- 113 places multi-accueil;
- 3 relais parent-enfant;
- 3 LAEP;
- 2 Frances Services (ouverture à venir d'un FS à La Gacilly);
- 4 médiathèques communautaires (réflexion en cours pour détransfert à la commune de La Gacilly pour la médiathèque de La Chapelle Gaceline);
- 3 piscines communautaires;
- 3 lignes de bus intérieures;
- Convention avec Breizh Go pour les lignes 4 et 12;
- 1 maison de l'habitat et de l'énergie;
- Transport scolaire primaire;
- 2 greniers numériques;
- 4 offices de tourisme;
- De nombreuses politiques de soutien:
  - Subventions aux associations;
  - Aide au commerce et à l'artisanat;
  - Aide à l'installation des agriculteurs.;
  - Associations musicales;
- Un service d'assainissement non collectif;
- Un service de prestation de voirie aux communes;
- 1 musée;
- 2 lieux d'exposition (Le Belvédère à Guer et la Passerelle à La Gacilly);
- 1 école de musique;
- 3 déchèteries;
- 2 gîtes de groupe;
- 1 réserve naturelle;
- 1 site mégalithique;
- 1 halte fluviale;
- 1 étang;
- 1 base de loisirs;
- 1 cinéma;
- 1 halte randonnée;
- ...

# Des équipements communautaires qui renforcent l'attractivité de nombreuses communes

- 21 communes sur 26 sont dotées d'au moins 1 équipement communautaire;
- 13 communes ont au moins 2 équipements communautaires;
- 7 communes ont 3 ou plus équipements communautaires;
- 26 communes seront couvertes par la fibre en 2026 cofinancées par OBC (rappel participation totale 8,4 M €) pour 26 000 prises à terme.

# La part des communes dans le financement des services

*(Transferts de charges)*

- Couverture du coût des services par les communes:
  - AG – RH – FI 10%
  - Eco Amgt 28%
  - Comm – élus 0%
  - SPOP 17%
  - Env 2%
  - C&T 32%
  - Pompiers 57%

## Les EPCI toujours plus sollicités

OBC, comme les autres EPCI, est sollicitée par l'ensemble des acteurs institutionnels pour se substituer ou compléter les financements de services (Etat, Département, Région...):

France Services;

Politique du vieillissement - DAC;

Casernes de pompiers (cf rapport de la cour des comptes);

Réforme du trésor public;

La Poste;

Violences intrafamiliales;

Soutien au commerce et à l'artisanat;

...

# Les besoins de financement pour 2024

- Poursuite des activités à l'identique: Déficit = - 1,3 M € (a)
- Besoin de financement de l'investissement: Déficit = - 2 M € (b)
  - Fibre + capital des emprunts + entretien des équipements + ACTEE + Centre social + piscines + parcs d'activité.
- **BESOIN DE FINANCEMENT 2024 = 3,3 M € (a + b)**
- Pour rappel:
  - Résultats reportés = + 2,7 M €



# De nécessaires évolutions en 2024

- Des choix politiques forts amenant à une modification structurelle des services et passage en budget d'austérité autour de 3 axes:
  - Redéfinition du périmètre soutenable des actions et des services;
  - Optimisation des équipements / sites / patrimoine, Des ventes sont à envisager ainsi que le regroupement de services;
  - Questionnements autour du financement des services;
  - Gel des recrutements: Interrogation sur la nécessité à chaque vacance et réduction drastique des renforts.

## L'évolution du 011 et du 012 (hors budgets M4))

Chapitre	2018	2022	2023
011	4 998 000 €	3 080 000 €	4 227 000 €
012	5 676 000 €	8 600 000 €	9 049 000 €
Total D fct	23 960 000 €	27 300 000 €	25 370 000 €
Total R fct	27 460 000 €	31 400 000 €	27 400 000 €

# Le poids croissant du 012

Budgets + BA hors M49 / SPIC	Nbre d'habitants	Nbre de salariés	012 Total	% dans les dépenses de fct
OBC 2022	39 243	250 agents	8 134 720 €	37,70%
OBC 2023			8 562 617 €	44,63%
Ploërmel Cté 2022	42444	225 agents	8 338 868 €	36,92%
Pontivy Cté 2022	46 475	NC	7 467 078 €	30,27%
Centre Morbihan Cté 2022	26 817	NC	8 399 746 €	51,36%
Baud Cté 2022	16 461	NC	3 302 048 €	53,58%
Questembert Cté 2022	24 015	NC	3 797 328 €	35,52%
Redon agglo 2023	66 727	330 agents	10 912 000 €	31,57%

Quelques éléments de comparaison sur la strate des EPCI correspondantes:

- Le 012 représente 138 € par habitant en Bretagne, 152 € par habitant en France et 219 € par habitant à OBC.

## L'évolution des résultats reportés

Année	Résultat fct (tous budgets hors SPIC et inclus équilibre invest)
2016 (Pour mémoire à la fusion)	3 647 740€
2017	3 578 314€
2022	2 764 984 €
2023 (provisoire)	2 600 000 €

# Choix politiques dès 2024

- Gain de 305 000 €

- Suspension du fond de solidarité +210 000 €

- Augmentation de la fiscalité + 75 000 €

*A noter la réduction des marges de manoeuvre en matière de fiscalité suite à la nationalisation des recettes par l'Etat.*

- Augmentation versement mobilité +20 000 €

- Rappels:

- **Aucune augmentation du nombre d'etp** en 2024 en dehors d'un contrôleur de gestion, positionné sur le poste de juriste non remplacé, pour analyser les coûts et aider les élus dans leurs choix.

## Réductions – modification des services

- Gain nécessaire de 800 000 € sur les 1,3 m€ de déficit
  - Absorption du différentiel de 500 000 € par le résultat reporté
  - Une baisse des déficits par pôle répartie comme suit:

POLE	Déficit 2023 prévisionnel	Proposition besoin de financement 2024	Réduction de déficit attendu
AG – RH – FI	- 1 826 885€	- 2 060 694€	- 30 000 €
Eco amgts mob.	- 672 655€	- 898 832€	- 175 000 €
Comm – élus	-590 287	- 384 015€	- 20 000 €
SPOP	- 3 236 187€	- 3 869 900€	-350 000 €
Environnement	- 923 347€	- 1 216 631€	- 50 000 €
Culture et tourisme	- 1 365 545€	- 2 260 303€	- 175 000 €
Incendie et secours	- 742 458€	- 985 178€	0
<b>TOTAL</b>	<b>- 9 357 364€</b>	<b>- 11 675 553€</b>	<b>-800 000 €</b>

De manière générale le niveau de service à la population et la possibilité, ou pas, de porter des actions doivent être étudiés.

Une réflexion doit être menée sur le regroupement / fermeture de services pour optimiser à la baisse le nombre d'équipements et leur coût de fonctionnement.

Un travail particulier sera réalisé sur le 012, dont l'évolution naturelle est de 400 à 600 000 € par an à service constant. C'est aujourd'hui la part du budget qui augmente le plus vite. L'étude doit être menée sur le niveau de services à proposer à la population en fonction des moyens réels d'OBC. Il passera par une réflexion sur la poursuite ou non des contrats des agents sous statut contractuel et dont l'issue est prévue en 2024.

## Un travail de fond en 2024

- Audit de l'ensemble des services, équipements et actions à engager dès avril 2024 par le contrôleur de gestion. Ses analyses serviront d'outils d'aides à la décision pour définir le niveau de services acceptable au regard des moyens disponibles et des capacités financières d'OBC.
- Travail en conférence des maires sur les transferts de charges et l'ajustement de l'attribution de compensation à la réalité des coûts et si nécessaire, au regard de leurs impacts avec étalement du montant de la régularisation. Réflexion sur les compétences n'ayant fait l'objet d'aucun transfert de charge.
- Vote du budget 2025 mi-décembre 2024 sur le principe des budgets « base zéro », pour remise à plat de nos dépenses, avec si besoin un budget supplémentaire en juin 2025.

- Une politique volontariste de désendettement a été initiée dès 2017.
- En réduisant la date OBC a pu limiter l'impact des intérêts en fonctionnement avec un gain de 120 000 € par an (avant réemprunt pour le budget déchets) en 2023 et 150 000 € à la fin du mandat.

## L'évolution de la dette

Année	Intérêts	Capital	Capital restant dû
2017	273 600 €	1 212 360 €	11 929 935 €
2020	181 872 €	1 034 997 €	8 554 231 €
2023	154 383 €	770 015 €	5 674 269 €**
2024	173 387 €	716 672 €	6 454 255 €
2025	141 513 €	580 705 €	5 737 583 €
2026	126 802 €	526 680 €	5 156 878 €

- \*\* y compris nouvel emprunt déchets.



# Investissements

2024

*(hors subventions et dans le cadre du PPI)*

7 885 000 € HT

Siège – DAC	2 000 000 €	Corbeau des mers	100 000 €
Amgt zones d'activités	1 900 000 €	Extension gaz Guer	90 000 €
<ul style="list-style-type: none"><li>• Val Coric Ouest</li><li>• Les Boussards</li><li>• Le Gros Chêne</li></ul>		OPAH RU	80 000 €
Centre social	1 500 000 €	Vélos à AE	80 000 €
Fibre	750 000 €	Site internet	50 000 €
Capital des emprunts	720 000 €	Informatique / ANSII	50 000 €
Accessibilité piscine G	215 000 €		
Salle S.A.S au musée	150 000 €		
Carrelage piscine LG	100 000 €		
Petits travaux divers	100 000 €		

# L'évolution des rééquilibrages par budgets depuis 2017

Budgets	De 2017 à 2023			ZOOM sur 2023		
	Fonct.	Invest.	TOTAL PAR BUDGET 2017 - 2023	Fonct.	Invest.	TOTAL PAR BUDGET 2023
DECHETS	-	-	-	-	-	-
SPANC	70 000 €	-	70 000 €	-	-	-
PARCS COMMUNAUTAIRES	2 612 000 €	1 320 000 €	3 932 000 €	-	-	-
ECONOMIQUES ET SERVICES	834 500 €	1 769 000 €	2 603 500 €	-	-	-
EQUIPEMENTS AQUATIQUES	3 478 000 €	4 631 000 €	8 109 000 €	730 000 €	270 000 €	1 000 000 €
CULTURE TOURISME	8 298 000 €	2 019 000 €	10 317 000 €	1 550 000 €	-	1 550 000 €
MOBILITE	8 500 €	-	-	8 500 €	36 000 €	44 500 €
HALTE FLUVIALE	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>15 301 000 €</b>	<b>9 739 000 €</b>	<b>25 040 000 €</b>	<b>2 288 500 €</b>	<b>306 000 €</b>	<b>2 594 500 €</b>



*De l'oust à brocéliande*  
COMMUNAUTÉ

LA GACILLY - GUER - MALESTROIT

Merci de votre attention